

**MINISTÈRE DE LA DÉFENSE
SECRETARIAT GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION**

CAHIERS DU CENTRE D'ÉTUDES D'HISTOIRE DE LA DÉFENSE

HISTOIRE DES RAPPORTS DIPLOMATICO-STRATÉGIQUES

**CAHIER N° 22
2004**

LA PROBLÉMATIQUE DE LA DÉTENTE ET LE TESTAMENT STRATÉGIQUE DE GEORGES POMPIDOU

par Georges-Henri Soutou

Lorsque Georges Pompidou devint président de la République en 1969, il trouva une politique extérieure, une doctrine de défense et un programme d'équipement des armées cohérents et unis dans un ensemble stratégique-politique progressivement élaboré par le général de Gaulle depuis son arrivée au pouvoir, en fonction de sa vision du monde.

Georges Pompidou reprit l'héritage gaullien, mais procéda dans une première phase à un inventaire : le programme d'armements fut réduit et réorienté, la doctrine de défense ajustée, la politique extérieure qui les sous-tendait, sans être bouleversée, subit d'importantes inflexions. Sans néanmoins remettre en cause le principe fondateur de la V^e République, l'indépendance nationale, Georges Pompidou pratiqua un gaullisme recentré, dégagé d'orientations qui lui paraissaient excessives ou trop ambitieuses.

Puis à partir de 1973 on constata me semble-t-il une nouvelle inflexion et une certaine réaffirmation des principes gaullistes dans leur interprétation la plus ferme ; ce fut sensible en politique extérieur, ce le fut encore plus dans le domaine de la défense, avec une « Instruction personnelle et secrète » (IPS) du Président sur la politique de défense de la France transmise le 1^{er} février 1974 au Premier ministre Pierre Messmer et au ministre des Armées Robert Galley. L'existence de ce document, mais pas le document lui-même, était connue depuis longtemps sous le vocable de « testament stratégique de Georges Pompidou ».

Sans exagérer les inflexions de la période précédente, on constate donc en 1973-1974 un certain retour aux sources. Il eut sans doute bien des raisons : entre autres la crise du Kippour, la détérioration des rapports avec les États-Unis sur le plan monétaire et à propos de l'Europe, ou de la politique de l'énergie. Mais il me semble qu'un facteur essentiel fut l'inquiétude croissante de Georges Pompidou devant l'évolution de la politique de Détente menée globalement par l'Occident durant ces années en direction de l'URSS. Outre l'*Ostpolitik* allemande, outre l'évolution générale de la stratégie américaine dans la guerre froide, le Président redoutait tout particulièrement l'évolution de la détente américano-soviétique résumée par les accords SALT. Armes nucléaires et négociations de désarmement stratégiques formaient en effet une dialectique politico-stratégique à laquelle Paris fut tout de suite sensible, craignant d'y voir les prémises d'un condominium américano-soviétique sur l'Europe. On n'a peut-être pas assez souligné (à l'époque et par la suite, que l'on pense aux réactions de la France face à la double décision de l'OTAN en 1979 ou à « l'Initiative de défense stratégique » (IDS) à partir de 1983) que les négociations stratégiques entre Russes et Américains et plus largement la Détente entre Washington et Moscou ont posé à la politique de défense française à partir de la fin des années soixante des problèmes considérables.

En même temps, il y a aussi des différences importantes entre l'IPS de De Gaulle en janvier 1967, qui fixe sa position politico-stratégique, et le « testament stratégique » de Georges Pompidou. Ces différences correspondent sans doute à

une divergence d'approche majeure entre les deux hommes quant aux conséquences de la Détente sur la politique américaine. Pour de Gaulle, les États-Unis vont repasser à la périphérie de l'Europe, et c'est une évolution positive, parce qu'elle permet à la France de mettre en place un nouvel ordre européen où elle occupera la première place. Pour Pompidou, c'est une évolution dangereuse, parce qu'elle risque de laisser la France isolée face à une entente germano-soviétique.

LE POINT DE DÉPART

L'héritage de la politique extérieure gaullienne

Quelles étaient les grandes lignes de la politique gaulliste ? Il y avait un fond permanent, mis au point dès la Seconde Guerre mondiale et précisé dans les années 1950. De Gaulle envisageait un nouveau système européen qui permettrait de dépasser la Guerre froide et qui établirait un nouvel équilibre européen, entre une Russie inéluctablement désidéologisée d'une part, et une Europe occidentale conduite par Paris de l'autre. Dans ce nouveau Concert européen, l'Europe orientale serait décommunisée, l'Allemagne serait éventuellement un jour réunifiée (mais dans les frontières décidées à Potsdam et avec des garanties de sécurité pour ses voisins, comme la dénucléarisation). Le contrepoids à la puissance soviétique, que de Gaulle estimait absolument nécessaire, serait fourni par les États-Unis (de façon périphérique) et avant tout par le regroupement de l'Europe occidentale, y compris l'Allemagne, autour de la France. Dans ce système d'équilibres emboîtés les uns dans les autres, la France équilibrerait l'Allemagne avec l'aide de l'URSS, et l'URSS avec l'aide de l'Allemagne, restant ainsi au sommet du système européen, qui lui servirait de multiplicateur et lui permettrait de continuer à jouer un rôle mondial.

Bien entendu cette politique passa par des phases tactiques, qui se recouvrirent d'ailleurs en partie. De 1958 à 1962, de Gaulle essaya de réaliser son concept général en commençant par rechercher, avec Washington et Londres, la possibilité de transformer l'Alliance atlantique en en faisant une organisation de coopération entre les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France pour l'ensemble des théâtres stratégiques mondiaux. De 1960 à 1965, il tenta de réaliser le même concept mais à partir d'une organisation de l'Europe occidentale, dirigée par la France et reposant sur le couple franco-allemand ; ce furent le plan Fouchet en 1961-1962 et le Traité de l'Élysée de janvier 1963. Devant l'échec de cette politique et de plus en plus hostile aux orientations américaines (y compris en Asie) de Gaulle passa en 1965-1966 à une tentative de « *détente, entente et coopération* » avec l'URSS : il quitta le commandement intégré de l'OTAN en mars 1966 et se rendit à Moscou en juin.⁽¹⁾ On ne sait guère que lors de sa visite à Moscou en juin 1966 de Gaulle accepta le principe d'une conférence européenne de sécurité sans les États-Unis, ce qui revenait à vouloir construire un nouveau système de sécurité européen sur la base d'une entente franco-soviétique et sans Washington, conformément d'ailleurs aux conceptions internationales d'ensemble du Général dans cette période.⁽²⁾ En même temps,

(1) Sur toutes ces questions, cf. Georges-Henri Soutou, *L'Alliance incertaine. Les rapports politico-stratégiques franco-allemands, 1954-1996*, Fayard, 1996.

(2) Lors de sa conversation avec Brejnev le 21 juin, Archives du Ministère des Affaires étrangères, Europe 1966-1970, URSS, carton 2672.

comme il le déclara à Brejnev lors du même voyage, de Gaulle comptait sur les États-Unis pour rééquilibrer la puissance soviétique, et sur l'URSS pour rééquilibrer la puissance américaine.

L'héritage stratégique

En fait de Gaulle avait en tête un système européen et même mondial d'équidistance entre Moscou et Washington, d'équilibres croisés, sans alliances privilégiées, un ensemble de poids et de contreponds dont la France (à la tête de l'Europe occidentale) occuperait le centre de gravité. Pour que cet objectif ne soit pas irréaliste, il fallait l'appuyer, dans l'esprit du Général, par une posture militaire et stratégique ambitieuse. Or, dès le 24 janvier 1967, le Général, par une « Instruction personnelle et secrète », fixa le cadre de la programmation militaire pour la décennie 1970-1980 : alors qu'auparavant la défense de la France était conçue « *dans le cadre de l'Alliance atlantique* », avec des vecteurs stratégiques d'une portée de 3 000 kilomètres « *à l'échelle de l'Europe centrale* » et des moyens conventionnels capables d'agir « *dans une bataille continentale aux abords ou à l'intérieur de notre métropole* », elle serait désormais établie en fonction du « *triple caractère d'ubiquité, d'instantanéité et de totalité* » du péril, sans qu'il ne soit plus question d'une alliance privilégiée.⁽³⁾ En effet, on constatait de profondes modifications de la situation mondiale : « *la rivalité mondiale et les armements sans cesse accrus des deux Empires, l'Amérique et la Russie, bien que, pour leur commodité immédiate et pour consolider leurs suprématies respectives, ils s'accordent certains ménagements mutuels* » ; « *un état de tension généralisée en Asie, en raison principalement de l'intervention des États-Unis, du développement de la puissance chinoise* » ; « *des troubles sociaux et politiques tendant à s'aggraver avec la misère dans maintes régions surpeuplées* » ; « *un conflit éventuel pourrait avoir son origine n'importe où... les opérations... engloberaient d'office n'importe quel pays... les engins de destruction seraient susceptibles d'atteindre n'importe quel point de la terre* ».

Quelles que soient, alors, nos alliances éventuelles, notre pays ne saurait avoir de garantie effective de sécurité que dans la possession sans hypothèque et, le cas échéant, dans l'emploi sans restriction de moyens qui le mettent en mesure de dissuader quiconque de l'attaquer d'une façon ou d'une autre ; qu'il puisse, par conséquent, porter des coups nucléaires partout où il le faudrait sur la surface de la terre.

Pour cela la France devrait réaliser durant la décennie 1970-1980 (donc sur deux lois de programmation militaire) « *des moyens thermonucléaires à grande portée, capables de réaliser des destructions irrémédiables dans l'un quelconque des plus grands États* ». Soit une puissance de 150 mégatonnes, une cinquantaine de fusées intercontinentales, sept ou huit sous-marins atomiques lanceurs d'engins, si possible des bombardiers « *circumterrestres* », des satellites militaires de télécommunication. Il faudrait en outre des moyens conventionnels d'intervention à longue portée (pour « *compléter* », « *exploiter* » ou « *remplacer* » l'action des forces thermonucléaires : soit 150 000 tonnes de navires de combat rapides et à grand rayon d'action, l'équivalent d'une division adaptée aux « *opérations soudaines et lointaines* », les navires et avions de transport correspondants).

(3) Archives nationales, 5AG2/1040.

Il faudrait en outre, « *pour agir soit au large de notre territoire par offensive directe dans les pays, sur les mers et dans les ciels voisins, soit par contre-offensive sur notre sol s'il était envahi, ... un corps de bataille terrestre, doté d'armes atomiques, pour l'action brutale et rapide dans un champ d'une profondeur et d'une largeur correspondant aux dimensions de l'un quelconque des pays qui entourent le nôtre (Allemagne, Italie, Angleterre, Espagne)* », soit six divisions blindées et mécanisées, appuyées par une soixantaine de fusées ayant une portée de l'ordre de 2 500 kilomètres et 400 ou 500 « *avions offensifs* ». Tel était le programme fixé pour les travaux du Conseil de Défense en 1967.

C'était la stratégie dite « *tous azimuts* », qui fut annoncée par le général Ailleret, chef d'état-major des Armées, dans un article de la *Revue de Défense nationale* de décembre 1967. Elle fut confirmée par une allocution prononcée par le Général devant le Centre des hautes études militaires, le 27 janvier 1968.⁽⁴⁾ Il apparaît maintenant évident que cette stratégie était bien celle de De Gaulle lui-même et n'était pas une interprétation d'Ailleret, qu'elle n'était pas le résultat d'une quelconque crispation doctrinale, d'une interprétation fondamentaliste de la dissuasion, mais découlait logiquement, en tout cas aux yeux du Général, des objectifs de politique extérieure qu'il poursuivait. L'ensemble politico-stratégique paraît clair ; il signifiait évidemment en particulier la fin de toute velléité de collaboration stratégique et nucléaire franco-américaine, comme de Gaulle en avait pourtant évoqué la possibilité à différentes reprises entre 1958 et 1962.⁽⁵⁾ D'autre part, dans une directive de novembre 1968, le Général précisait que le rôle des forces terrestres et aériennes n'était pas de livrer une bataille sans espoir, « *mais d'obliger l'adversaire à courir le risque de notre riposte stratégique nucléaire* » : c'était la sanctuarisation du territoire au détriment de toute perspective de collaboration réelle avec les Alliés en Centre-Europe.⁽⁶⁾ La doctrine d'emploi de stricte indépendance, fondée sur les armes nucléaires tactiques et stratégiques, correspondait à l'IPS de janvier 1967 et à la posture politico-stratégique que j'ai résumée.

Un certain recentrage après les événements du printemps et de l'été 1968 ?

Dans quelle mesure les événements de mai 1968 (avec leurs conséquences budgétaires) et l'occupation de la Tchécoslovaquie en août provoquèrent-ils une inflexion de la posture politico-stratégique de la France ? C'est une question encore mal connue. En ce qui concerne Prague, apparemment de Gaulle estima que ces événements n'étaient qu'un épisode dans une évolution générale irréversible et qu'il n'infirmerait pas la validité de ses conceptions.⁽⁷⁾ On estimait à Paris que les Allemands avaient été trop présents et indiscrets à Prague et qu'ils avaient ainsi compromis la Détente.⁽⁸⁾ La conclusion était que plus que jamais, Paris et Moscou devaient parler ensemble de la sécurité en Europe. Comme Michel Debré, alors

(4) Institut Charles de Gaulle, *L'Aventure de la Bombe*, Paris, Plon, 1985, p. 210-211.

(5) Cf. *L'Alliance incertaine*.

(6) David S. Yost, *La France et la sécurité européenne*, Paris, PUF, 1985, p. 27.

(7) Conférence de presse du 9 septembre, Charles de Gaulle, *Discours et messages*, t. V, p. 332-335. Voir aussi Olivier Wormser, alors ambassadeur à Moscou, « L'occupation de la Tchécoslovaquie vue de Moscou », *Revue des Deux Mondes*, 1978, p. 590-605 et 31-45.

(8) Wanig Neveu, « La politique de la RFA vis-à-vis de l'URSS de 1966 à 1969 vue par les responsables français », DEA sous ma direction en septembre 2001.

ministre des Affaires étrangères, le déclara à des diplomates soviétiques en janvier 1969 : « *Qu'à Moscou comme à Paris, on n'oublie jamais les leçons de l'histoire et de la géographie et que l'on sache entre Français et Russes s'entraider. La paix de l'Europe est à ce prix !* »⁽⁹⁾

En revanche, en 1969, après l'arrivée au pouvoir du Président Nixon et avant même la démission de De Gaulle en avril, les rapports franco-américains s'étaient subitement améliorés. La visite de Nixon en France fin février se passa bien.⁽¹⁰⁾ Les diplomates américains à Paris, d'après leurs contacts au Quai d'Orsay, percevaient une inflexion de la politique française, déçue par les Soviétiques et désireuse d'améliorer les relations avec les États-Unis⁽¹¹⁾ Le Président Nixon décidait même le 15 avril de faire étudier tous les aspects d'une éventuelle coopération militaire bilatérale avec la France et d'en évaluer la possibilité sans *a priori* si les Français le demandaient.⁽¹²⁾ Mais sur le fond, le Général n'abandonna rien de ses thèses habituelles à l'occasion de la visite de Nixon. L'inflexion était plus climatique que profonde.⁽¹³⁾

On note d'autre part que le successeur d'Ailleret comme chef d'état-major des Armées, le général Fourquet, dans un article de la *Revue de Défense nationale* de mai 1969 (mais rédigé en mars, avant la démission du Général) n'évoquait pas la doctrine « *tous azimuts* » mais prenait en compte « *un ennemi venant de l'Est* ». Il soulignait d'autre part que la France pourrait participer à la « *bataille de l'avant* » en Allemagne aux côtés des Alliés, mais à condition que l'on soit d'accord sur « *le niveau à partir duquel serait ouvert le feu atomique* » (accord bien improbable depuis l'adoption par l'OTAN en 1967 de la doctrine de riposte graduée, ajouterais-je) ; sinon la France reprendrait la liberté de sa manœuvre de dissuasion nationale, les armes tactiques jouant un rôle d'ultime avertissement ; Paris pourrait d'ailleurs considérer au cours de la bataille de l'avant que la France n'était pas directement concernée et dans ce cas elle ne procéderait à aucune frappe nucléaire. En d'autres termes la manœuvre dissuasive nationale restait l'axe essentiel : la collaboration avec les Alliés viendrait toute au plus en superposition avec cette manœuvre.⁽¹⁴⁾ Cela correspond exactement aux indications données par de Gaulle en septembre 1968 au général Valentin, alors second du chef d'état-major des Armées.⁽¹⁵⁾ Ma conclusion est que de Gaulle maintint jusqu'au bout sa politique extérieure définie depuis les années cinquante, ainsi que sa posture politico-stratégique définie par l'IPS de janvier 1967, la légère inflexion en direction de Washington et de l'Alliance notée en 1969 n'altérant pas les bases essentielles de la position française, position très dure et exigeante qu'il faut avoir à l'esprit pour apprécier la suite. Le seul changement, après les événements de 1968, concernait l'abandon des missiles intercontinentaux, trop coûteux et en fait redondants par rapport aux SNLE.

(9) Michel Debré, *Mémoires*, Albin Michel, Paris, 1993, t. IV, p. 260-261.

(10) Cf. Henry Kissinger, *White House Years*, p. 106-111.

(11) Télégramme de l'ambassade américaine à Paris du 3 avril 1969 et note de Sonnenfeldt pour Kissinger du 8 avril, National Archive, Nixon Presidential Materials, NSC Country Files/674/France vol. I

(12) Note de Kissinger du 15 avril approuvée par le Président et note de Kissinger pour le secrétaire d'État le 22 avril, Nixon Presidential Materials, NSC Country Files/674/France vol. II.

(13) Cf. Henry Kissinger, *White House Years*, p. 106-111.

(14) Yost, *op. cit.*, p. 27-29.

(15) François Valentin, *Une politique de défense pour la France*, Paris, Calmann-Lévy, 1980, p. 91 ss.

LE RECENTRAGE DE 1969 À 1972 ET SES LIMITES

Les grandes orientations internationales de Georges Pompidou

En accédant à la Présidence en juin 1969, Georges Pompidou était décidé à la fois à maintenir l'héritage de la politique gaulliste et à le faire évoluer de façon à le débarrasser de ce qu'il considérait comme des éléments tenant trop à la personnalité très forte et parfois impulsive du Général, et à tenir compte des moyens réels de la France, afin de pouvoir ainsi ancrer le gaullisme dans la durée.⁽¹⁶⁾ On pourrait parler d'un gaullisme pragmatique, rationalisé.

Georges Pompidou avait déjà une claire vision des relations internationales avant de devenir président de la République. Incontestablement gaulliste, il était intraitable en ce qui concernait l'indépendance de la France, il était très en garde contre ce qu'il percevait comme une volonté américaine d'utiliser l'OTAN pour contrôler l'Europe, il était très partagé à propos de l'Allemagne, estimant qu'elle devrait être étroitement contrôlée dans une Europe dirigée de Paris, il était partisan d'une détente avec l'URSS et d'une relation particulière franco-soviétique pour rehausser le rôle de la France dans le monde.⁽¹⁷⁾ En même temps il était tout disposé à améliorer les relations avec Washington, car il estimait que la cohérence militaire et économique de l'Occident était une nécessité absolue.⁽¹⁸⁾ En ce qui concerne la Russie, il se méfiait de ses objectifs géopolitiques vers l'Europe et le Moyen-Orient et craignait profondément la force totalitaire expansionniste de l'idéologie communiste, mais en même temps il pensait que le marxisme était condamné à terme, ne serait-ce qu'à cause de l'échec de l'économie soviétique ;⁽¹⁹⁾ il ne partageait pas la vision gaullienne d'une « *Europe de l'Atlantique à l'Oural* » et pensait plutôt qu'à la suite d'une évolution économique, sociale et politique l'URSS ferait un jour partie du monde industrialisé occidental. En même temps il craignait un possible condominium américano-soviétique sur l'Europe.⁽²⁰⁾

On le voit, sur des points importants Georges Pompidou en 1969 avait des vues très différentes de celles de De Gaulle, même si, une fois de plus, il n'était pas atlantiste et se montrait absolument déterminé à maintenir l'indépendance nationale. Pour lui la solidarité occidentale en face d'une menace soviétique toujours présente était toujours très importante, les États-Unis devaient rester pleinement engagés en Europe, pour le moment la meilleure solution en ce qui concernait l'Allemagne était la partition. L'équilibre actuel entre l'Est et l'Ouest était préférable à des innovations dangereuses comme le grand concept de sécurité paneuropéen du Général, qui ne pouvait selon Pompidou conduire qu'à un condominium américano-soviétique ou germano-soviétique, contraire aux intérêts français. La Détente était utile parce qu'elle écartait la perspective d'une guerre, apportait la stabilité et

(16) Citons ici une lettre du nouveau président à Philippe de Saint Robert le 10 juin 1969 : « ... *Mon ambition est d'essayer de fonder sur des réalités solides, économiques, sociales, humaines, la poursuite d'une certaine politique qui ne se soutenait jusqu'ici que grâce au prestige d'un homme* » ; Philippe de Saint Robert, *Le secret des jours*, Paris, JC Lattès, 1995, p. 33.

(17) Cf. Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, t. I, Paris, 1994, et Cyrus Sulzberger, *An Age of Mediocrity*, New-York, 1973.

(18) Cyrus Sulzberger, *An Age of Mediocrity*, p. 216-217.

(19) Georges Pompidou, *Le Nœud Gordien*, Paris, 1974.

(20) Cf. Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, T. II, Paris, 1997, p. 25 et Sulzberger, p. 4 et 406.

à long terme pouvait aider l'Europe de l'Est à acquérir une certaine liberté par rapport à Moscou. Mais elle ne pouvait pas constituer un raccourci pour promouvoir les ambitions françaises en Europe. Le rôle de la France dans le monde reposerait sur son leadership en Europe occidentale, pas sur une coopération tacite avec l'URSS. On voit les différences avec les conceptions du Général, en tout cas à partir de 1965.

Les premières décisions en matière d'armements : un ralentissement de l'effort

Une certaine volonté de rationalisation, d'apaisement dans la gestion de l'héritage est également perceptible sans le domaine militaire. La présidence Pompidou vit durant une première période un ralentissement de l'effort nucléaire stratégique : la part de la Force de frappe dans les crédits d'investissements en matière de défense passa, entre 1968 et 1972, de 50% à 35%, et de 24% du total des crédits alloués à la défense à 17%. Alors que la loi de programmation 1965-1970 avait prévu le lancement de trois sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE), la loi de programmation suivante votée en novembre 1970 ne prévoyait que d'en lancer deux.⁽²¹⁾ Même tendance à la Direction des applications militaires (DAM) du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) : de 0,297% du PIBm en 1968 son budget passe à 0,161% du PIBm en 1972. Après la mise au point de la charge H mégatonnique en 1971, le nombre d'essais annuels est réduit considérablement, on paraît se contenter de cette charge, qui ne prend pas en compte le durcissement et la miniaturisation rendus nécessaires par les progrès des défenses anti-missiles (ABM) soviétiques. En effet en conseil de défense, en décembre 1970, Georges Pompidou arbitre en faveur de ceux qui proposent d'équiper les missiles avec la tête mégatonnique en cours de mise au point et non pas avec une nouvelle génération de têtes multiples, plus perfectionnées et durcies.⁽²²⁾ On pourrait parler de dissuasion *a minima*.

L'évolution de la stratégie française : un pas prudent vers l'Alliance et Washington

À partir de 1966, et malgré la signature des accords Ailleret-Lemnitzer d'août 1967 qui fixaient les modalités d'une éventuelle coopération entre les Forces françaises en Allemagne et celles de l'Alliance, les relations militaires et stratégiques entre la France et l'OTAN s'étaient considérablement distendues. Les forces françaises en Allemagne, préparant l'arrivée de leurs armes tactiques de fabrication française, se préparaient de plus en plus à leur mission d'« *ultime avertissement* » dans le cadre de la stratégie nationale de dissuasion, comme cela avait été décidé par le Général en 1968 et expliqué au public par le général Fourquet, chef d'état-major des Armées, dans son article de la *Revue de Défense nationale* de mars 1969. Cette stratégie était de moins en moins compatible avec celle de l'Alliance.

Une inflexion semble s'être produite après 1969, sans que l'on puisse encore en connaître les circonstances. On constate que le Livre Blanc sur *La politique de*

(21) Marcel Duval et Yves Le Baut, *L'Arme nucléaire française. Pourquoi et comment?*, Paris, SPM, 1992, p. 54-55.

(22) Jean-Damien Pô, *Les Moyens de la puissance. Les activités militaires du CEA (1945-2000)*, Paris, Ellipses, 2001, p. 163 ss.

défense de la France de 1972, qui décrivait la doctrine de défense officielle du pays, tout en insistant sur la nécessité de l'indépendance nationale et sur le fait que la dissuasion nucléaire ne pouvait se partager, soulignait l'attachement de la France à l'Alliance atlantique et surtout sa solidarité stratégique avec ses voisins européens avec des accents que l'on n'était plus habitué à entendre à Paris.

Cette évolution fut concrétisée par la négociation, à partir de 1972, et la signature, le 3 juillet 1974, des accords Valentin-Ferber. Conclues entre le chef de la Première armée française et le commandant OTAN Centre-Europe, ces accords élargissaient à toute la Première armée, et plus seulement au seul corps d'armée stationné en Allemagne, les accords Ailleret-Lemnitzer de 1967. C'était un renforcement de deux à cinq divisions (c'est à-dire l'ensemble des forces de manœuvre) de la participation éventuelle de la France aux opérations de l'OTAN, dans les mêmes conditions (mise à disposition opérationnelle mais sans retour au commandement intégré) qu'en 1967.⁽²³⁾

Toujours dans le même sens on peut signaler la déclaration du Conseil de l'Alliance atlantique à Ottawa en juin 1974 (négociée en fait du vivant de Georges Pompidou), selon laquelle la dissuasion française contribuait à la dissuasion d'ensemble de l'Alliance. On peut dire que la hache de guerre était enterrée entre l'OTAN et la France. En même temps, comme on va le voir plus loin, ce rapprochement comportait d'étroites limites et subit un net freinage en 1973-1974.

Un certain rapprochement avec les États-Unis

Les premiers contacts de Georges Pompidou, devenu Président, avec les Américains furent dans l'ensemble positifs. Cela dit, il y avait évidemment des désaccords entre les deux capitales, que nous allons d'ailleurs retrouver tout au long de ce récit. Tout d'abord les questions monétaires. Également les négociations stratégiques américano-soviétiques, qui risquaient de réduire la garantie nucléaire américaine à l'Europe et de conduire Washington et Moscou à considérer les puissances nucléaires tierces comme des facteurs de déstabilisation, à contrôler en cas de crise. D'autre part Paris était hostile à la proposition faite par l'Alliance atlantique fin 1969, proposition à laquelle tenait les Américains, d'une conférence sur la réduction équilibrée des forces en Europe. Outre que la France était par principe hostile à toute négociation « *de bloc à bloc* » (on retrouvait là un élément essentiel du gaullisme) Georges Pompidou craignait que cela ne conduise à aggraver le déséquilibre entre les forces conventionnelles de part et d'autre et n'aboutisse à une sorte de neutralisation de l'Europe. En revanche Paris était favorable à la réunion d'une conférence sur la sécurité en Europe (vieille proposition soviétique renouvelée en mars 1969) d'une part parce ce que l'on ne pourrait pas toujours s'opposer à la volonté de détente de la plupart des pays européens, d'autre part parce que cela permettrait à des pays comme la Pologne ou la Roumanie de retrouver une petite marge de manœuvre. Sur ce projet de conférence les Américains étaient beaucoup plus réticents. Néanmoins Paris était tout à fait disposée à causer, à renouer avec

(23) Frédéric Bozo, *La France et l'OTAN*, p. 117.

Washington un dialogue approfondi sur toutes ces questions.⁽²⁴⁾ D'autre part on remarquera que les réticences françaises à l'égard de la politique américaine portaient essentiellement sur les points qui risquaient d'affaiblir la cohésion occidentale face à l'URSS, ce qui était évidemment nouveau. Et en particulier pour Pompidou, à la différence de De Gaulle, les États-Unis participeraient « *naturellement* » à une conférence sur la sécurité en Europe : il reconnaissait, point capital, qu'ils n'étaient pas « *étrangers aux problèmes européens* ». ⁽²⁵⁾

C'est dans le domaine des questions de défense que le dégel par rapport à la période précédente parut d'emblée le plus marqué. En particulier les Français exprimèrent tout de suite et au plus haut niveau le souhait de renouer des contacts bilatéraux avec Washington sur les questions militaires et la coopération en matière d'armements.⁽²⁶⁾ Cela suscita immédiatement l'attention et l'intérêt du Président Nixon et de Henry Kissinger et déclencha tout un processus de réflexion à Washington.⁽²⁷⁾ Kissinger en résuma les conclusions pour le Président le 23 février 1970, juste avant la visite de Pompidou. Il conseillait d'écarter d'emblée toutes les questions théologiques concernant l'intégration atlantique, d'accepter la position particulière de la France dans l'Alliance et de s'engager dans un rapprochement pragmatique. Les domaines de coopération, dans la mesure où les Français seraient intéressés, pourraient concerner une planification en commun ou coordonnée des objectifs des forces stratégiques ; une planification du même genre pour les forces nucléaires tactiques, étant donné que la France allait disposer bientôt de telles forces. La question de la coopération en matière d'armes nucléaires et de missiles était plus complexe, à cause du Congrès, mais si les Français en faisaient la demande on pouvait indiquer que l'on était prêt à l'envisager, sur des points spécifiques.⁽²⁸⁾ En revanche d'autres secteurs de l'Administration, comme par exemple le Département de la Défense, étaient beaucoup plus réticents.⁽²⁹⁾

La visite de Pompidou aux États-Unis en février 1970 et ses suites

Les témoins et acteurs de l'époque furent partagés sur la question de savoir si les incidents bien connus avec la communauté juive américaine durant cette visite durcirent la position de Georges Pompidou envers les États-Unis et influencèrent ou non sa politique envers eux par la suite.⁽³⁰⁾ À mon avis ce ne fut pas le cas : les

(24) Entretien Pompidou-Rogers du 8 décembre 1969, AN, 5AG2/1022 et RG59/67-69/Box 2103 ; notes de Jean-Bernard Raimond, conseiller diplomatique à l'Élysée, pour le Président des 18 novembre 1969 et 21 janvier 1970, 5AG2/1041.

(25) Lettre de Pompidou à Nixon du 1^{er} juillet 1972, AN, 5AG2/1021.

(26) Déclarations de Pompidou à Shriver le 23 juillet 1969, AN, 5AG2/1022, et propos de Beaumarchais, directeur politique au Quai d'Orsay, le 29 juillet, à Shriver, National Archives, RG59, Subject-Numeric Files 67-69/Box 2 103. Déclarations de Michel Jobert, le secrétaire général de l'Élysée, le 6 novembre, télégramme de l'ambassade à Paris du 8 novembre, NPM, NSC CF/676/France vol. IV. Note de Michel Debré, ministre de la Défense, pour Pompidou en février 1970, 5AG2/1021.

(27) Memorandum of conversation, 27 juin 1969, NPM, NSC CF/675/France vol. III.

(28) NPM, NSC CF/916/France-Pompidou Visit February 1970.

(29) Mémorandum pour le Président du secrétaire à la Défense adjoint David Packard le 12 février 1970, conseillant de réclamer aux Français le paiement des frais occasionnés par le départ des forces américaines en 1966-1967, le droit d'utiliser les installations réalisées par l'OTAN en France (comme les oléoducs) en cas de crise et mettant en garde contre les transferts de technologie électronique au profit des Français, NPM, NSC CF/676/France vol. V.

(30) Cf. Éric Roussel, *Georges Pompidou*, Paris, J.-C. Lattès, 1994, p. 366-367.

rapports franco-américains dépendaient de facteurs structurels et non pas accidentels. Les entretiens les 24 et 26 février avec Nixon en particulier furent positifs : les deux hommes tombèrent en gros d'accord sur l'évolution des relations internationales vers un système multipolaire (États-Unis, URSS, Europe occidentale, Chine, Japon), sur la prudence à observer à l'égard de l'URSS, sur l'importance de ne pas isoler la Chine, sur la nécessité de demander aux Allemands d'informer très exactement leurs partenaires occidentaux de l'évolution de l'Ostpolitik.⁽³¹⁾ Nixon reconnut la volonté française d'indépendance. Le plus intéressant fut que les deux hommes abordèrent carrément les questions militaires : ils se déclarèrent d'accord pour autoriser des conversations confidentielles bilatérales entre militaires des deux pays à propos de leur coopération dans le cadre de l'OTAN mais en dehors des structures intégrées, et éventuellement pour préparer des plans en commun ; Pompidou était disposé à étendre les accords Ailleret-Lemnitzer de 1967 à toute la Première Armée et pas seulement aux divisions stationnées en Allemagne ; il était prêt à ranimer le « *comité directeur* » établi entre les deux pays en 1962 pour discuter de la coopération dans le domaine des armements conventionnels ; il suggéra que la France pourrait souhaiter deux ou trois ans plus tard élargir cette coopération au domaine nucléaire, quand entreraient en service ses sous-marins lanceurs d'engins et ses armes nucléaires tactiques. Les deux hommes confirmèrent que de telles conversations ne remettraient nullement en cause la liberté de décision des deux pays en cas de crise. Ils établirent d'autre part des lignes de communication confidentielles entre eux : Kissinger et Jobert pour les questions civiles, les généraux Goodpaster (commandant les forces américaines en Europe et SACEUR⁽³²⁾) et Fourquet (chef d'état-major des Armées) pour les questions militaires.⁽³³⁾ On peut considérer que les dégâts de la période 1963-1968 étaient en voie d'être réparés ; en outre, implicitement, Nixon avait reconnu à la France le même rôle international et le même type de relation intime avec Washington que pour la Grande-Bretagne, ce qui était une très ancienne revendication française.

Par la suite sur le plan militaire les choses évoluèrent favorablement. Dès le 10 mars 1970, à la suite de la visite du Président français, Nixon approuvait, sur les conseils de Kissinger, toute une série de décisions : le général Goodpaster était autorisé à explorer avec le général Fourquet toutes les possibilités pratiques d'améliorer la coopération avec les forces françaises, y compris en ce qui concernait les armes nucléaires tactiques et les forces navales, ainsi que la possibilité de coordonner les plans de frappe des forces stratégiques respectives, tout en respectant le refus français de revenir à l'intégration atlantique et étant entendu que la décision finale dépendrait d'un accord entre Nixon et Pompidou ; le comité franco-américain sur les armements conventionnels créé en 1962 mais en sommeil depuis 1966 serait réactivé ; on étudierait la possibilité de venir en aide aux Français pour leurs programmes de missiles ; on mettrait entre parenthèses une décision de l'Administration Johnson en 1964 (NSAM 294) qui interdisait toute aide aux Français concernant les armes nucléaires et les missiles.⁽³⁴⁾

(31) Dans ses entretiens privés après la rencontre Nixon se déclarait fort satisfait, cf. Sulzberger, p. 614-615.

(32) *Supreme Allied Commander in Europe*

(33) Éric Roussel, p. 350 ss.

(34) NPM, NSC CF/676/France vol. V.

Il ne faut pas penser que tout le monde à Washington était aussi prêt à renouer la collaboration militaire avec les Français que Nixon et Kissinger. Le secrétaire à la Défense Melvin Laird répondit à Kissinger le 2 avril 1970 de façon apparemment positive mais en fait très réservée à propos des programmes de missiles. Kissinger préféra aller de l'avant sans trop tenir compte des restrictions de Laird. Il décida le 24 avril 1970 d'envoyer à Paris pour des conversations exploratoires John Foster, secrétaire à la Défense adjoint, chargé des questions d'armement ; celui-ci reçut pour instructions de souligner que le Président voulait aider les Français ; en outre Foster ne devait pas laisser croire à ses interlocuteurs que l'assistance américaine dépendrait d'un rapprochement de la France avec l'OTAN.⁽³⁵⁾ Kissinger (et Nixon) avaient parfaitement compris qu'il fallait écarter tout préalable théologique concernant l'Alliance.

Dès l'été 1970 les choses avaient pris tournure : le général Goodpaster avait eu de premiers entretiens avec le général Fourquet ; on avait progressé dans le domaine de la planification de la coopération en cas de guerre avec les forces françaises en Allemagne, même si les Français n'étaient pas encore disposés à parler de leurs (futurs) armes nucléaires tactiques ; le secrétaire à la Défense adjoint John Foster avait eu une première conversation privée avec le délégué ministériel à l'Armement Jean Blancard sur les souhaits des Français concernant les missiles. (Parallèlement, on constatait que les échanges scientifiques de toute nature entre la France et les États-Unis se multipliaient : ils dépassaient ce qui existait avec tout autre pays).⁽³⁶⁾

Sur la base de ces décisions l'ambassadeur Watson remit le 5 mai 1971 aux Français un mémorandum proposant l'ouverture de conversations pour la technologie des missiles, la sécurité des armes nucléaires et les ordinateurs de grande puissance.⁽³⁷⁾ En conséquence John Foster rencontra à Paris Jean Blancard, le 12 mai 1971. Ils parlèrent des missiles et Blancard fut tout à fait d'accord pour que les échanges portent uniquement sur la fiabilité des systèmes existants : sa priorité était en effet de faire fonctionner correctement les systèmes en cours de développement, qui apparemment rencontraient certains problèmes, et non pas de demander aux Américains de l'aider à mettre au point une génération de missiles plus avancés (d'ailleurs pas encore décidée à cette date). Sur ces bases l'accord se fit pour une nouvelle rencontre le 15 juin.⁽³⁸⁾ Au cours de celle-ci Foster remit à Blancard un projet d'accord pour des échanges sur les missiles et la sûreté des armes nucléaires. Le 22 juillet, Blancard fut autorisé à signer cet accord et à commencer des discussions dans les deux domaines prévus. On remarquera que cet accord allait en fait plus loin que ce qui avait été décidé à Washington au départ : il concernait également les domaines du guidage et de la précision des missiles ainsi que le durcissement des charges nucléaires (face aux défenses anti-missiles à base d'ogives nucléaires correspondant au système ABM soviétique *Galosh*), même si ces domaines étaient soumis à des conditions limitatives particulières.⁽³⁹⁾ On a

(35) Note de Sonnenfeldt pour Kissinger du 23 juin 1970, NPM, NSC CF/677/France vol. VI.

(36) Note de Sonnenfeldt pour Kissinger du 11 décembre 1970, NPM, NSC CF/677/France vol. VII.

(37) Note de Michel Debré, ministre de la Défense nationale, pour Pompidou, début 1972, 5AG2/1 040.

(38) Lettre de David Packard, secrétaire d'État à la Défense adjoint, à Kissinger, du 25 mai 1971, NPM, NSC CF/678/France vol. VIII.

(39) Note de Debré à Pompidou du début 1972 déjà citée.

l'impression que certains à Washington voulaient aller un peu plus loin que ce que comportait le consensus minimum réalisé au sein de l'Administration. Blancard eut de nouveaux entretiens avec Foster à Washington en novembre 1971. Le 12 novembre, celui-ci lui écrivait pour proposer l'ouverture de discussions sur la sécurité des armes nucléaires.

Cependant le souci d'indépendance poussait Paris également à mettre de son côté de strictes limites aux échanges : il s'agissait uniquement d'améliorer la fiabilité et les capacités des missiles existants, en réalisant des gains de temps et d'argent sur les programmes ; mais en aucun cas il ne fallait que les conversations permettent aux Américains de se faire une idée de la valeur opérationnelle des engins français ni des modalités de contrôle des missiles et des têtes nucléaires et des réseaux de commandement gouvernementaux. En outre, il ne fallait en aucun cas que les Américains puissent dire aux Soviétiques qu'ils contrôlaient techniquement l'effort français. En fait, la prudence américaine, quoique pour des raisons différentes, rejoignait la prudence française, liée aux préoccupations permanentes d'indépendance nationale.⁽⁴⁰⁾ D'autre part, si les conversations Goodpaster-Fourquet sur la coordination des plans d'emploi des Forces françaises avec celles de l'OTAN et la modernisation des accords Ailleret-Lemnitzer de 1967 se poursuivaient (une nouvelle rencontre avait eu lieu le 27 janvier 1971) elles ne signifiaient nullement un retour de Paris au commandement intégré et gardaient un caractère hypothétique et non automatique : la liberté de décision de la France en cas de conflit restait entière. Enfin on ne souhaitait pas à Paris évoquer tout de suite pour ces discussions le passage du cadre des seules FFA à celui de l'ensemble de la Première Armée, car cela aurait posé de façon « prématurée » le problème du Pluton et des conditions d'emploi des armes tactiques françaises.⁽⁴¹⁾

Les limites du recentrage – les restrictions de Paris en matière de coopération militaire : *Hardware* oui, *Software* non !

En effet en matière stratégique et nucléaire on était disposé à Paris à parler avec les Américains des matériels (et encore avec les réserves que nous venons de voir), c'est-à-dire du *Hardware*, mais pas des conceptions d'emploi des armes nucléaires (le *Software*) ; on n'était pas prêt non plus à remettre en cause la décision de 1966 concernant le départ de la France de l'organisation intégrée de l'OTAN. Par exemple un conseil de Défense à Élysée le 26 février 1971, après une discussion approfondie et même vive entre toutes les administrations concernées, décida d'en rester à la décision française de 1967 concernant les oléoducs construits par l'OTAN sur le territoire français : en temps de paix Paris acceptait que ces oléoducs continuent à ravitailler les forces de l'OTAN en Allemagne, mais en temps de guerre il réservait sa liberté de décision. Cette affaire apparemment technique posait tout le problème de l'interprétation de l'article V du Pacte atlantique : Paris réaffirmait en fait sa volonté de conserver sa totale liberté d'action, même pour une action d'assistance (la mise à disposition des oléoducs) qui n'impliquait pas une participation armée au conflit, ce qui était une lecture très restrictive de l'article V, contestée d'ailleurs sur le plan juridique par certains diplomates français. Pompidou maintenait donc l'interprétation la plus stricte de la liberté d'appréciation et de décision de la France

(40) 5AG2/1040.

(41) Note de Debré à Pompidou du début 1972 déjà citée.

en cas de crise.⁽⁴²⁾ Or, outre bien sûr ses implications générales pour la position de la France envers l'OTAN (le refus maintenu de toute automaticité dans l'engagement des forces françaises) cette affaire contrariait beaucoup les Américains : ils considéraient en effet que cette question (ainsi que celle de la mise à disposition de l'ensemble des moyens logistiques français en cas de guerre) était la conséquence la plus grave du retrait français de 1966 et ils espéraient bien que le rapprochement militaire avec Paris permettrait, dans un deuxième temps, de revenir sur ce problème.⁽⁴³⁾

D'autre part certains responsables français (comme François de Rose, représentant de la France auprès de l'OTAN) estimaient que l'évolution de la stratégie américaine (de plus en plus réticente à l'égard de l'emploi des armes nucléaires stratégiques mais aussi tactiques et de plus en plus soucieuse d'alléger la présence militaire des États-Unis en Europe et de voir les Européens accroître leur effort dans le domaine conventionnel) devrait conduire Paris à rechercher un dialogue avec Washington sur la doctrine d'emploi des armes nucléaires et en particulier sur les armes nucléaires tactiques françaises, comme les fusées tactiques Pluton dont l'entrée en service était prévue pour 1973-1974 et qui poseraient un problème de coordination avec les armes tactiques de l'OTAN.⁽⁴⁴⁾ Mais Georges Pompidou s'y refusa absolument : la France devait marquer clairement son « *indépendance* », toute perspective de conversations avec Washington sur les doctrines d'emploi nucléaires éveillait sa « *plus grande méfiance* »⁽⁴⁵⁾ car les Américains « *cherchaient à nous attirer dans une discussion sur nos rapports avec eux dans le domaine de la défense et de l'arme nucléaire* ». ⁽⁴⁶⁾ Quant aux Plutons, alors qu'en 1970 on avait prévu de les stationner avec les Forces françaises en Allemagne (le cœur fissile restant stocké en temps normal en France), on s'orientait dès le début de 1971 vers un stationnement en France : cela réduirait les problèmes avec les Allemands, qui commençaient à s'inquiéter des cibles et modalités d'emploi de ces engins de 120 kilomètres de portée seulement, et cela préserverait davantage la liberté de décision de Paris dans l'engagement des forces françaises et retarderait la (difficile) discussion avec les Américains sur la doctrine d'emploi de ces armes.⁽⁴⁷⁾

Les rapports militaires et politico-stratégiques franco-américains en 1972

Malgré la forte déception due à l'échec du sommet des Açores de décembre 1971 entre Nixon et Pompidou en matière de finances internationales, sur le plan militaire et politico-stratégique les rapports franco-américains continuèrent à se développer en 1972. Le 11 mars, le ministre de la Défense nationale Michel Debré écrivait à Pompidou à quel point il était satisfait des conversations Foster-Blancard : les renseignements techniques américains étaient du plus haut intérêt ; « *nous sommes en droit de considérer que les dirigeants américains entendent nous fournir une aide très précieuse, c'est-à-dire qu'ils estiment de leur intérêt de soutenir et d'améliorer le développement de notre force nucléaire. Il n'a été question, en*

(42) Cf. tout le dossier dans 5AG2/1041.

(43) Note de Sonnenfeldt pour Kissinger du 3 août 1970 ; NPM, NSC CF/677/France vol. VI.

(44) Notes de François de Rose des 1^{er} février et 22 septembre 1971, 5AG2/1041.

(45) Annotation de Pompidou sur la note de François de Rose du 22 septembre 1971, *ibid.*

(46) Annotation sur une note de Jean-Bernard Raimond du 28 janvier 1971, *ibid.*

(47) Note de l'état-major particulier du Président, 22 février 1971, *ibid.*

aucune façon, de la moindre contrepartie ». ⁽⁴⁸⁾ Il est clair que les Américains allaient en fait plus loin que ce que comportaient les décisions officiellement arrêtées à Washington.

Les 7 et 12 juillet 1972 Debré eut une série de conversations à Washington avec Kissinger, Laird et Nixon. ⁽⁴⁹⁾ Ces conversations se déroulèrent de façon particulièrement positive et dénotèrent une réelle intimité ; Debré demanda des informations sur les radars et les défenses ABM des Soviétiques, point essentiel pour la capacité de pénétration de la Force de frappe française ; Kissinger promit de les lui faire parvenir directement si les services administratifs et les départements ministériels concernés refusaient de le faire, ce qui confirme l'impression déjà soulignée selon laquelle le conseiller du Président était prêt à aller plus loin que le consensus prudent au sein de l'Administration. Laird s'engagea à interpréter de façon libérale la loi MacMahon sur le secret atomique après la réélection de Nixon en novembre. À la suite de ces entretiens, en septembre le général Walters, directeur adjoint de la CIA, devait avoir un entretien avec Debré pour lui fournir les informations demandées sur les défenses ABM soviétiques, ce qui impliquait des renseignements extrêmement confidentiels et hautement techniques obtenus par les services américains et leurs moyens d'observation. ⁽⁵⁰⁾ Comme nous le verrons, ces échanges contribuèrent à la décision de Georges Pompidou en décembre 1972 de lancer une nouvelle génération de missiles et de têtes nucléaires.

L'INQUIÉTUDE CROISSANTE DE GEORGES POMPIDOU DEVANT L'ÉVOLUTION DE LA DÉTENTE

Ma thèse est que cette inflexion de la position politico-stratégique de la France trouva assez rapidement ses limites, essentiellement à cause de l'inquiétude croissante de Georges Pompidou devant l'évolution de la Détente. Mais la question est complexe, car dans un premier temps Pompidou ne critiqua pas tant la Détente selon la ligne gaullienne de l'indépendance face « *aux deux hégémonies* » mais du point de vue de la nécessaire solidarité atlantique. Cependant l'inquiétude du président français alla croissant, et retrouva à partir de 1973 des accents très « gaulliens ».

Georges Pompidou et les perspectives de négociations militaires avec les Soviétiques (SALT et MBFR) en 1971

Georges Pompidou maintenait certes le dogme gaulliste de l'indépendance nationale, malgré son rapprochement militaire avec Washington. Mais nous allons voir que son souci d'indépendance rompaît avec certaines des arrière-pensées du Général et se situait dans un contexte différent. On va voir apparaître en particulier dans le domaine des négociations militaires avec Moscou (SALT et MBFR) des divergences de vues avec Washington qui iraient s'aggravant surtout à partir de 1972-1973, mais dans une perspective qui n'était que partiellement gaulliste et qui répondait d'abord au souci de maintenir la cohésion stratégique entre l'Europe et les États-Unis face à l'URSS, ce qui n'était pas la conception fondamentale du Général.

(48) 5AG2/1040.

(49) Compte rendu du 11 juillet 1972, NPM, NSC CF/678/France vol. IX, et lettre de Debré à Pompidou du 13 juillet du 13 juillet, 5AG2/1040.

(50) Note de Sonnenfeldt pour Kissinger du 7 septembre 1972, NPM, NSC CF/HAK Office Files/24.

Tout d'abord à partir de 1971 Paris prit conscience du fait qu'un accord américano-soviétique sur les armements stratégiques devenait probable. Il fallait être très attentif quant aux conséquences d'un tel accord pour la France, en particulier quant à la valeur politique et militaire de sa propre force nucléaire dans le nouveau contexte stratégique et quant à d'éventuelles pressions de la part des Américains et des Soviétiques pour la prise en compte, explicite ou implicite, des forces nucléaires françaises dans le décompte des arsenaux en présence.⁽⁵¹⁾ Mais si les SALT inspiraient à Paris de la méfiance, les MBFR suscitaient un rejet absolu, car on craignait que ces dernières ne conduisent à un retrait des troupes américaines stationnées en Europe (crainte constante à Paris à l'époque de Pompidou) et à une neutralisation de l'Europe centrale permettant à l'URSS d'exercer des pressions politiques permanentes sur l'Europe, ce qui n'était pas une vue « gaulliste » des choses.⁽⁵²⁾ On craignait qu'elle ne rende impossible une option que Pompidou ne voulait pas écarter a priori pour l'avenir, celle d'une défense européenne.⁽⁵³⁾ Mais surtout, la grande inquiétude de Georges Pompidou était que les MBFR, à cause des tendances au désengagement que l'on prêtait à Washington, ne conduisent à une évacuation des forces étrangères des deux Allemagne ; ce fait, couplé avec les perspectives de réunification contenues dans l'*Ostpolitik*, conduirait rapidement à l'ascension d'une Allemagne réunifiée, libre de ses mouvements et dotée sans doute de l'arme nucléaire.⁽⁵⁴⁾ Pour Pompidou en effet si l'Occident, et en particulier les Américains, ne veillaient pas à canaliser l'*Ostpolitik* et étaient imprudents dans les négociations de désarmement avec l'URSS, de deux choses l'une, ou bien la RFA finirait par tomber sous l'influence soviétique, ou bien l'Allemagne réunifiée reprendrait un rôle international indépendant, y compris en se dotant de l'arme nucléaire. Dans les deux cas, ce serait désastreux pour la France. Ce n'était pas la même position, on le voit, que de Gaulle, qui estimait que la France pourrait contrôler l'Allemagne par un accord implicite avec l'URSS et en établissant avec elle un nouveau système de sécurité en Europe, dans lequel les Américains ne joueraient plus qu'un rôle périphérique.⁽⁵⁵⁾ Les deux hommes se rejoignaient dans le refus de la réunification de l'Allemagne (comme la plupart des hommes politiques français) mais Pompidou concevait la question allemande dans un contexte beaucoup plus « occidental » et méfiant à l'égard de l'URSS que de Gaulle.

Pompidou et la première période de l'*Ostpolitik* : la France salue la normalisation des relations entre Bonn et l'Est

La question centrale dans l'évolution du Président fut à mon avis le problème allemand et l'évolution de l'*Ostpolitik*. Pompidou n'était pas opposé à la première période de l'*Ostpolitik*, celle qui conduisit aux traités conclus entre la RFA et les pays de l'Est en 1970-1972. Après tout, cela avait été la politique française constante depuis la conférence de presse de De Gaulle du 5 février 1964, que d'affirmer que le problème allemand ne pourrait être résolu qu'après la réconciliation de l'Europe de l'Est et de l'Ouest, et que Bonn devrait renoncer aux territoires de

(51) Annotation de Georges Pompidou du 13 mai 1971, 5AG2/1041.

(52) Note de Jean-Bernard Raimond pour Pompidou le 8 octobre 1971, 5AG2/1018.

(53) Note de Jean-Louis Lucet pour le Président du 12 janvier 1972, 5AG2/1041.

(54) Conversation de Pompidou avec Brejnev le 29 octobre 1971, 5AG2/1018, et confidence de Pompidou au journaliste André Fontaine, citée par Éric Roussel, p. 394.

(55) Georges-Henri Soutou, *L'Alliance incertaine*, p. 301-305.

l'Oder-Neisse. Pompidou lui-même souligna publiquement que l'*Ostpolitik* était une application de l'héritage gaulliste, le 11 août 1970, quand Brandt se rendit à Moscou pour signer le lendemain le traité germano-soviétique.⁽⁵⁶⁾

Indépendamment du souhait de Pompidou de voir se développer la détente en Europe, il avait une raison particulière de soutenir les traités de l'*Ostpolitik* : ils consolidaient la division de l'Allemagne, comme le montrent clairement les papiers de Élysée, et, à partir de 1972, Pompidou insista pour que la RDA soit traitée comme un pays pleinement indépendant. Le Président fut sans équivoque quand il rendit visite à Brejnev en octobre 1970 : il lui déclara que la France était favorable à la reconnaissance internationale de la RDA, et « *qu'il pensait que l'on ne devait pas priver l'Allemagne de l'espoir de la réunification, mais que Paris n'était pas pressé* ». ⁽⁵⁷⁾

Cependant, dès le départ Pompidou se méfiait des arrières-pensées allemandes et soviétiques à propos de l'*Ostpolitik*

Mais l'*Ostpolitik* n'était pas seulement une politique de détente, c'était aux yeux de Bonn une stratégie à long terme pour tenter de résoudre la question allemande et parvenir à la réunification.⁽⁵⁸⁾ À l'égard de cette stratégie, Pompidou était beaucoup plus réservé. Il fut très clair quand il rencontra Brejnev en octobre 1970 : la France approuvait la reconnaissance de la RDA ; certes, il ne fallait pas priver Bonn de l'espoir de la réunification, mais Paris n'était nullement pressé. Il avertit même les Soviétiques que désormais les deux Allemagne allaient vouloir développer leurs liens. Jusqu'où les Soviétiques souhaitaient-ils que ce processus se développe ? Il est bien évident que Pompidou ne souhaitait pas la réunification de l'Allemagne.⁽⁵⁹⁾

La conclusion pour nous est évidente. Il faut se souvenir que l'*Ostpolitik* était un processus ambigu. Dans un premier temps, elle revenait à reconnaître les réalités, donc, de fait et malgré toutes les réserves juridiques qui furent posées par Bonn, la division de l'Allemagne. Mais en même temps les dirigeants allemands nourrissaient l'arrière-pensée selon laquelle l'*Ostpolitik* était la seule manière de maintenir la possibilité d'une réunification à terme, probablement dans un nouveau système de sécurité européen édifié en accord avec Moscou. Il nous paraît clair que Pompidou a soutenu le premier aspect de l'*Ostpolitik* : dès lors que Bonn d'elle-même s'engageait dans une politique qui réduisait les tensions en Europe et qui revenait à renvoyer la réunification aux calendes grecques, il n'était pas de l'intérêt de la France de freiner ce processus. En revanche le président français était selon moi très méfiant à l'égard des arrières-pensées de l'*Ostpolitik*, qu'il avait en gros comprises.

Ce que l'on sait aujourd'hui (à partir de travaux allemands qui ont pu utiliser les archives du chancelier Brandt, soulignons-le)⁽⁶⁰⁾ montre que la vision nuancée de l'*Ostpolitik* qu'avait Georges Pompidou, distinguant entre un court terme acceptable

(56) Éric Roussel, *Georges Pompidou*, p. 391-392.

(57) Roussel, p. 395 ss.

(58) Cf. Bracher, Jäger, Link, *Republik im Wandel 1969-1974. Die Ära Brandt*, t. 5/1 de la *Geschichte der Bundesrepublik Deutschland*, Stuttgart, 1986, p. 163 ss.

(59) Éric Roussel, *Georges Pompidou, 1911-1974*, Paris, 1994, p. 395 ss.

(60) Cf. Link.

et un long terme beaucoup plus dangereux, était pertinente. D'autant plus que certains responsables soviétiques pensaient effectivement possible d'utiliser l'*Ostpolitik* pour parvenir dans un deuxième temps, au-delà de la simple reconnaissance de la RDA et de la ligne Oder-Neisse, à l'établissement d'un nouveau système de sécurité en Europe écartant les Américains.⁽⁶¹⁾

Les craintes de Georges Pompidou quant aux conséquences à long terme de l'*Ostpolitik* ont probablement largement contribué à façonner sa politique allemande, européenne et occidentale. Dans des conversations privées avec des journalistes, dès septembre 1970, il expliqua qu'il craignait à la fois la nouvelle indépendance de Bonn à l'égard des Alliés occidentaux et les moyens de pression croissants dont disposait désormais Moscou à l'égard de la RFA. Il craignait un départ des troupes américaines d'Europe (ce fut chez lui une obsession constante) qui pourrait conduire à un accord germano-soviétique. L'Allemagne pourrait alors se trouver réunifiée, neutralisée, mais disposant d'armes nucléaires : la pire des situations possibles pour la France ! La seule défense possible était d'ancrer l'Allemagne dans une Europe occidentale solide, de façon à ce qu'elle ne pût plus s'en détacher.⁽⁶²⁾ C'est dans ce contexte que doit être comprise la politique européenne de Georges Pompidou : créer prudemment des solidarités concrètes entre Européens, pour contrôler l'évolution de la question allemande de façon à ce qu'elle ne sorte pas du cadre européen et ne conduise pas à un condominium germano-soviétique. Mais c'est aussi, à mon avis, dans cet ensemble que doit être interprétée l'évolution de sa politique de défense.

L'inquiétude croissante devant les négociations stratégiques américano-soviétiques à partir de 1972

Paris était également très inquiet à propos des accords SALT du mois de mai 1972 et de leurs implications possibles pour la France. Le 13 juin, le Président français se demanda devant Gromyko, le ministre des Affaires étrangères soviétique, si les accords SALT « *ne correspondaient pas plus ou moins à une espèce de volonté d'établir un condominium sur le reste du monde* » ; ce thème du condominium devait revenir fréquemment par la suite.⁽⁶³⁾ En outre la France risquait d'être au moins indirectement impliquée pour ses propres forces nucléaires. Le 9 juin, Nixon avait écrit à Pompidou pour lui relater son voyage à Moscou et évoquer les accords SALT. Les Soviétiques avaient exigé de pouvoir augmenter le nombre de leurs sous-marins nucléaires si la France et la Grande-Bretagne dépassaient leur total programmé de neuf SNLE (quatre britanniques et cinq français ; il était fortement question d'un sixième SLNE français, pour pouvoir en avoir toujours au moins deux à la mer). Nixon s'était absolument refusé à admettre cette exigence, mais il ne cachait pas que Moscou y reviendrait lors de la prochaine phase des négociations et qu'il faudrait que Paris et Washington se concertent à ce sujet. Pompidou répondit le 1^{er} juillet d'une façon qui soulignait la très grande prudence de la France sur ce point.⁽⁶⁴⁾

(61) Julij A. Kwizinskij, *Vor dem Sturm*, 1993; Valentin Fallin, *Politische Erinnerungen*, 1993.

(62) Éric Roussel, p. 393-394.

(63) Compte rendu de l'entretien dans 5AG2/1 018.

(64) 5AG2/1 021.

D'autre part, bien entendu, Paris maintenait son opposition résolue aux MBFR et était préoccupée de constater que Washington, sous la pression du Congrès et de l'opinion, était de plus en plus disposée à envisager des réductions de forces en Europe.⁽⁶⁵⁾ Paris continuait à refuser toute participation aux négociations, même indirectes.

La conférence de Reykjavik (31 mai et 1^{er} juin 1973)

Pendant ce temps, les Américains préparaient avec les Soviétiques l'accord « *sur la prévention d'une guerre nucléaire* » que Brejnev devait venir signer en Californie le 22 juin 1973. D'autre part, comme il en avait été convenu entre Kissinger et les Soviétiques en septembre 1972, des négociations sur la sécurité en Europe avaient commencé à Helsinki le 22 novembre, tandis que les MBFR avaient commencé à Vienne le 30 janvier 1973. En juillet, les ministres des Affaires étrangères devaient se retrouver à Helsinki pour une CSCE⁽⁶⁶⁾ préparatoire. Le système international était en pleine ébullition.

Georges Pompidou et Michel Jobert, devenu ministre des Affaires étrangères au mois d'avril, s'inquiétaient de cette évolution : les Américains n'allaient-ils pas s'entendre avec l'URSS aux dépens de l'Europe ? Le 23 avril, Kissinger avait annoncé l'« *Année de l'Europe* » et exigé la conclusion d'une « *Charte transatlantique* » dont le but était en fait d'associer étroitement les États-Unis au processus de décision de la CEE. Il avait parlé de l'Europe comme « *d'un ensemble régional* », aux intérêts limités. Washington ne voulait-il pas s'octroyer un véritable *leadership*, sous couvert de structurer les relations transatlantiques et de les « *globaliser* », en reliant, par un évident marchandage, questions économiques (où Washington était demandeur) et questions de sécurité (où c'étaient les Européens) ? Jean-Bernard Raimond, le conseiller diplomatique de Pompidou, qualifiait le discours de Kissinger de « *texte impérial, qui exprime fondamentalement la volonté de puissance des États-Unis* », qui rappelait le discours de Kennedy à Philadelphie le 4 juillet 1962. Le danger était que les partenaires européens de la France soient tentés : « *leur préférence allait à un monde atlantique à direction américaine* ».⁽⁶⁷⁾ Quant à Jacques Kosciusko-Morizet, l'ambassadeur à Washington, il s'inquiétait de l'accord en cours de négociation entre Américains et Soviétiques sur la guerre nucléaire : il risquait de conduire à la dénucléarisation de l'Europe, « *les Américains cherchant en fait à écarter tout usage de l'arme nucléaire, tandis que les Russes s'appliquaient à dénucléariser et à neutraliser l'Europe occidentale, en la coupant des États-Unis et en démantelant le système de l'Alliance atlantique* ».⁽⁶⁸⁾ Début mai Jean-Bernard Raimond partageait ses craintes et allait même au-delà : le « *renforcement de la coopération entre l'URSS et les États-Unis* » remettait en cause « *l'équilibre politique mondial* », et pouvait aboutir « *au dessaisissement politique des puissances tierces* ». Il conseillait au Président de prendre une initiative politique majeure en direction des partenaires européens pour amorcer une discussion de fond avec les États-Unis⁽⁶⁹⁾.

(65) Entretien Debré-Kissinger du 7 juillet 1972, déjà cité, et annotation de Pompidou du 28 décembre 1972, 5AG2/1041.

(66) Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe.

(67) Note du 3 mai 1973 pour Pompidou, 5AG2/1021.

(68) Lettre de Kosciusko-Morizet à Jobert du 4 mai 1973, 5AG2/1021.

(69) Note Raimond pour Pompidou du 10 mai 1973, 5AG2/1021.

Ce fut dans ce contexte qu'intervint le sommet franco-américain de Reykjavik, fin mai-début juin 1973. On présente en général ce sommet comme un échec. Ceci me paraît excessif et je voudrais en donner un bilan plus nuancé. Certes, ce sommet donna surtout lieu à un large échange de vues, tournant d'ailleurs un peu en rond, sur les questions internationales. Certes, on ne progressa pas sur les questions monétaires.

En revanche, le sommet fut un franc succès pour les questions militaires. Pompidou déclara à la presse à la suite des entretiens qu'il était partisan du maintien des troupes américaines en Europe (ce qui correspondait à sa conviction profonde et confortait le Président Nixon face au sénateur Mansfield, qui défendait régulièrement un amendement demandant le retrait des forces américaines d'Europe ; mais c'était un engagement public nouveau pour la V^e République !). En outre, mais cela resta bien sûr absolument secret, ce qui contribua sans doute à l'impression d'échec du sommet, on se mit d'accord (au cours d'un troisième entretien spécialement consacré à cette question)⁽⁷⁰⁾ pour étendre les conversations sur les armements aux questions touchant les armes nucléaires proprement dites, c'est-à-dire le saint des saints, au-delà des informations sur la technologie des missiles et les capacités ABM des Soviétiques auxquelles s'étaient limités les échanges jusque-là. « *J'accepte donc volontiers que nos experts se rendent à Washington et que l'échange s'accélère* », déclara Pompidou. Kissinger centraliserait du côté américain ces conversations.

Il est tout à fait évident que pour les Américains l'offre de développer la collaboration militaire franco-américaine était destinée aussi à faciliter l'acceptation par Paris de l'ensemble de leur programme : la redéfinition des relations transatlantiques au moyen d'une Charte garantissant en fait que les Européens ne prendraient entre eux aucune décision pouvant impliquer les intérêts des États-Unis et assurant le leadership américain malgré les progrès de la CEE. Les Français auraient en effet la certitude de bénéficier, en matière politico-stratégique, de la même position privilégiée que les Britanniques dans le grand ensemble euro-atlantique qui correspondait à la vision de Nixon et Kissinger.⁽⁷¹⁾ Celui-ci comprit parfaitement la signification des offres américaines et annonça qu'il ne se laisserait pas faire facilement : « *naturellement, notre principe, compte tenu surtout des progrès que nous commençons à faire dans le domaine de la défense, est de ne pas vendre notre âme pour un plat de lentilles, quelle que soit la qualité de celles-ci* ». ⁽⁷²⁾

Finalement Pompidou refuse le « plat de lentilles » : le blocage des conversations militaires

Conformément à la décision prise à Reykjavik, des conversations d'ordre militaire eurent lieu lors de deux voyages aux États-Unis de Robert Galley, ministre des Armées, et de Jean Blancard, fin juillet et fin août 1973.⁽⁷³⁾ Les Français demandèrent d'étendre les conversations, jusque-là strictement limitées aux problèmes des

(70) Le 1^{er} juin à 10 heures, 5AG2/1023.

(71) Note de Kissinger pour le Président Nixon avant Reykjavik, NPM/NSC CF/949/Pompidou-Nixon Meeting.

(72) Troisième entretien, le 1^{er} juin à 10 heures.

(73) Comptes rendus de deux entretiens avec Kissinger, le secrétaire à la Défense Schlesinger et le général Walters, les 27 juillet et 31 août, 5AG2/1040.

missiles français existants et à l'état des défenses ABM soviétiques, on l'a vu, aux futurs systèmes de missiles encore en développement et aux armes nucléaires proprement dites. Tout en reconnaissant que les échanges déjà réalisés avaient été très précieux pour améliorer la fiabilité des fusées françaises et prendre conscience de la fragilité des armes nucléaires en service face aux contre-mesures soviétiques, les Français souhaitaient désormais une aide pour la mise au point de la nouvelle génération : missiles à têtes multiples indépendantes (MIRV), ogives thermonucléaires durcies, ogives tactiques « propres », génération dont le principe avait été décidé en décembre 1972. Comme le déclara Robert Galley, « *de nombreuses solutions sont possibles, mais toutes coûteront infiniment de temps et d'argent. Il serait donc très précieuse pour les scientifiques et les techniciens français de savoir quelles de ces voies sont les plus fécondes pour faire progresser les armes stratégiques et les armes tactiques propres* ».

Les Américains se montrèrent en fait assez réticents devant l'ampleur de ces demandes. Ils n'acceptaient pas de parler tout de suite des programmes avancés, comme la fusée M4 prévue pour les années 1980, avec une tête MIRVée transportant six ogives thermonucléaires durcies, mais uniquement des programmes en cours ou à échéance rapprochée (années 1970). Ils mettaient en doute l'utilité pour la France de posséder des têtes MIRVées, capables d'attaquer à la fois plusieurs objectifs distants les uns des autres, et estimaient que des têtes multiples simples MRV (sans capacité de guidage indépendant pour chaque ogive) devraient lui suffire. En fait ils ne cachèrent pas qu'ils ne voulaient pas encore compliquer la suite des négociations SALT avec Moscou, en cas de révélation de la collaboration franco-américaine sur ces armes très déstabilisantes. D'autre part ils insistaient pour que les Français poursuivent leurs expériences sur le site du Nevada (comme les Britanniques) et soulignaient la nécessité de disposer d'un système d'alerte face aux progrès des Russes, qui à la fin des années 70 disposeraient d'ogives MIRVées et pourraient éliminer d'un seul coup toutes les armes françaises. Or pour les Français ces suggestions ne pouvaient avoir qu'une seule signification : les Américains, en échange de leur assistance technique, souhaitaient malgré tout établir un certain contrôle sur l'effort français (l'offre de procéder aux tests au Nevada et l'allusion à la nécessité d'un dispositif d'alerte anti-missiles qui à l'époque ne pouvait être qu'américain allaient dans ce sens) afin de ne pas compliquer les SALT.

Du coup, les échanges s'arrêtèrent là, du moins pour l'époque de la présidence Pompidou : le 20 décembre 1973, Kissinger proposa à Georges Pompidou de les reprendre, le Président français se montra parfaitement évasif.⁽⁷⁴⁾ Même freinage, à la même époque, pour les conversations entre le chef d'état-major des Armées (désormais le général Maurin) et le commandant des forces américaines en Europe, général Goodpaster, pour préparer les conditions de l'engagement du corps de bataille français aux côtés des Alliés. Un Conseil de Défense avait confirmé le principe de ces conversations et le Président, dans un premier temps, désirait que fût préparé cet engagement éventuel. Pourtant le 30 octobre 1973 Georges Pompidou

(74) Compte rendu dans 5AG2/1023, publié par Éric Roussel, cf. p. 611. Pour toute cette affaire cf. Mélandri, « Aux origines de la coopération nucléaire franco-américaine » ; il pose la question de savoir si malgré ce blocage la collaboration ne se poursuivit pas en grand secret, encore du temps du Président Pompidou ; les documents français et américains auxquels on a accès maintenant m'amènent à conclure que les échanges en matière de missiles et d'ogives nucléaires subirent bien un arrêt, lié également à la dégradation générale des rapports franco-américains à partir de l'été 1973.

fit retarder les conversations prévues, le temps que la situation induite par la guerre du Kippour s'éclaircisse, et imposa une procédure très prudente : contact préliminaire d'information entre Maurin et Goodpaster, contact politique ensuite, et après seulement une « éventuelle » discussion technique. Même prudence à l'occasion de la venue en France en décembre de l'amiral Moorer, président du *Joint Chief of Staff*.⁽⁷⁵⁾

La détérioration des rapports politiques avec Washington à partir de l'été 1973

Ce coup d'arrêt à une coopération militaire bilatérale qui avait commencé de façon prometteuse s'expliquait à mon avis essentiellement pour des raisons de politique générale, comme le laisse d'ailleurs entendre le « testament stratégique » du 1^{er} février 1974. Rappelons d'abord que, à l'occasion d'une visite de Brejnev aux États-Unis, les deux pays signèrent le 22 juin 1973 un « accord sur la prévention d'une guerre nucléaire » ; les deux signataires ne se menaceraient pas mutuellement ni n'utiliseraient la force l'un contre l'autre ; ils se consulteraient en cas de danger de guerre nucléaire ou s'il existait un danger qu'un conflit entre deux autres puissances débouche sur une guerre nucléaire. Pompidou vit le danger « d'une sorte de tutelle sur l'Europe », comme il l'écrivit à Nixon le 13 juillet.⁽⁷⁶⁾ Les soupçons de condominium américano-soviétique revenaient en force. D'autant plus que Paris voyait une certaine cohérence inquiétante entre l'accord du 22 juin, les SALT qui conduisaient à une réduction de la garantie nucléaire américaine à l'Europe, les MBFR qui risquaient de donner un droit de regard important à l'URSS en Europe centrale : « tout se passe comme si Russes et Américains étaient en train de définir les règles d'un jeu mondial dont ils seront les seuls vrais partenaires... Chaque superpuissance paraît dans ce cadre accorder à l'autre le droit de réorganiser son propre camp ». ⁽⁷⁷⁾ Décidément, on revenait à Paris à certains réflexes très « gaulistes ».

La guerre du Kippour en octobre 1973 et ses conséquences (le choc pétrolier) vinrent comme on le sait compliquer les rapports franco-américains, Paris étant en désaccord avec Washington sur la crise du Moyen-Orient et hostile aux initiatives américaines en vue de constituer un groupe des pays consommateurs de pétrole. Il n'est pas question de s'étendre ici, mais je voudrais souligner que pour les Français l'invitation faite par Nixon le 9 janvier 1974 à une conférence sur les problèmes de l'énergie à Washington était aussi une nouvelle façon de relancer le projet de Déclaration atlantique de Kissinger : elle revenait pour eux en fait à créer sous direction américaine « une communauté États-Unis/Europe/Japon ».

Doutes croissants à l'égard de l'URSS et contradictions à Paris en 1973-1974

Mais l'Amérique ne constituait pas le seul problème. Les Français comprenaient que leurs relations avec Moscou se détérioraient. Ils comprenaient que les Russes, après avoir réduit les options nucléaires de l'Occident grâce aux SALT, voulaient

(75) Deux notes du général Thenoz, chef de l'état-major particulier de l'Élysée, des 30 octobre et 5 décembre 1973, avec annotations du Président, 5AG2/1 040.

(76) 5AG2/1 021.

(77) Note du Ministère des Affaires étrangères du 20 juin 1973, 5AG2/1 019.

maintenant réduire ses options conventionnelles grâce aux MBFR. En outre, les MBFR risquaient de singulariser le territoire de la RFA, ce qui compliquerait la défense de l'OTAN et encouragerait Bonn dans ses ambiguïtés. D'autre part, la combinaison de ces accords pouvait encourager la tendance des Américains et des Soviétiques à s'entendre par-dessus la tête des Européens.⁽⁷⁸⁾

Pendant l'automne 1973 et durant l'hiver suivant, période de crise internationale après la guerre du Kippour, les Soviétiques firent à nouveau pression sur les Français pour qu'ils participent aux MBFR⁽⁷⁹⁾ et critiquèrent avec véhémence des allusions faites par Michel Jobert à la possibilité d'une défense européenne.⁽⁸⁰⁾ À Paris, on comprenait que Moscou cherchait à séparer l'Europe des États-Unis, à neutraliser l'Europe dans un nouveau système de sécurité et à empêcher l'émergence d'une personnalité européenne de politique extérieure et de défense.⁽⁸¹⁾

Malgré cette perception pessimiste, Pompidou, durant les dernières semaines de sa vie, essaya de rétablir les relations franco-soviétiques.⁽⁸²⁾ Déjà très malade, il se rendit à Pitsounda en mars 1974 et déclara à Brejnev qu'il était toujours favorable à de bonnes relations franco-soviétiques et souhaitait le maintien d'une relation privilégiée entre Paris et Moscou, même si d'autres pays occidentaux avaient développé désormais eux aussi des liens importants avec l'URSS.⁽⁸³⁾

La politique française envers l'URSS paraissait maintenant assez contradictoire : d'un côté on comprenait que la Russie restait dangereuse, de l'autre on souhaitait conserver avec elle une relation spéciale. Pour essayer de résoudre cette contradiction Paris réaffirmait avec énergie, à l'égard de tous, le dogme de l'indépendance nationale. C'était lié à mon sens à la réaffirmation en 1973-1974 d'une posture politico-stratégique renouant en grande partie avec celle de De Gaulle en 1967-1969.

1973-1974 : inquiétudes croissantes au sujet de l'Allemagne

L'inquiétude sur la politique à l'Est de l'Allemagne et sur ses orientations générales parut s'accroître à Paris fin 1973. Dans une longue note du 23 novembre 1973, quelques jours avant une rencontre entre Pompidou et Brandt, Jean-Bernard Raimond, conseiller diplomatique du Président, résumait la situation : Bonn hésitait entre la fidélité atlantique, un rapprochement très étendu et « neutraliste » avec l'URSS, et le développement d'une identité européenne de défense et de sécurité.⁽⁸⁴⁾ Lors de sa rencontre avec Georges Pompidou en juin 1973, Brandt fut particulièrement

(78) Trois notes du Quai d'Orsay des 18 et 20 juin 1973, AN 5AG2 1 019.

(79) Télégramme de Moscou résumant les entretiens du ministre des Armées Robert Galley avec les dirigeants soviétiques, 7 décembre 1973, AN 5AG2 1 017.

(80) Télégrammes de Moscou, 28 novembre 1973, AN 5AG2 1 017.

(81) Notes de Gabriel Robin, successeur de Jean-Bernard Raimond comme conseiller diplomatique, à Pompidou le 13 février 1974, et le 6 mars, AN 5AG2 1 019.

(82) Sur instructions, Robin établit à la veille du voyage de Pitsounda une liste de points sur lesquels les Français pouvaient s'entendre avec les Soviétiques ; Pompidou suivit ces suggestions assez fidèlement à Pitsounda ; note de Robin à Balladur (secrétaire général de l'Élysée) du 11 mars, AN 5AG2 1 019.

(83) Conversations avec Brejnev les 12 et 13 mars 1974, AN 5AG2 1 019.

(84) *Ibid.*

ambigu, reprochant à la France son éloignement par rapport au commandement intégré de l'OTAN, ce qui était un grief allemand répété depuis 1966, mais évoquant aussi la possibilité tout à fait nouvelle d'une défense européenne.⁽⁸⁵⁾ Et Bonn n'hésita pas à proposer à Paris à l'automne 1973 un dialogue confidentiel sur la sécurité de l'Europe, y compris ses aspects militaires, en dehors de l'Alliance et des Américains. C'était, pour l'époque, révolutionnaire. Rappelons que lors de sa première déclaration devant l'Assemblée, peu après son arrivée aux Affaires étrangères le 5 avril, Michel Jobert avait appelé les Européens à réfléchir à une défense européenne ayant « *un caractère propre* ».⁽⁸⁶⁾ Dès le mois de septembre, le ministre des Affaires étrangères allemand, Scheel, avec l'accord de Brandt, entra en contact avec son homologue Jobert « *pour un échange de vues approfondi et confidentiel sur le développement futur de la sécurité en Europe* ».⁽⁸⁷⁾ L'entretien entre les deux ministres eut lieu le 9 novembre.⁽⁸⁸⁾ Scheel insista sur la nécessité pour l'Europe de développer une politique commune de défense lui permettant, le moment venu « *d'assurer sa défense par des moyens propres* », le cas échéant en dehors de l'Alliance : « *Je crois qu'un jour arrivera où l'Europe devra, en tout état de cause, se libérer de cette dépendance « indissoluble »... Je considère qu'une communauté européenne ayant une volonté politique centrale, et souhaitant également se défendre, devra nécessairement avoir une défense nucléaire* », ce qui ne poserait pas de problème juridique car une telle communauté hériterait des droits en la matière de la France et de la Grande-Bretagne.⁽⁸⁹⁾

On ne sait pas ce que Michel Jobert répondit aux propos fracassants et iconoclastes de Scheel le 9 novembre. Le Président indiqua simplement « *vu* » en marge du compte rendu de l'entretien ; mais l'importance de celui-ci fut bien comprise à Paris, comme le montre la note déjà citée de Jean-Bernard Raimond du 23 novembre. La véritable réponse française fut, me semble-t-il, le fameux discours de Jobert devant l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) le 21 novembre. Ce discours provoqua un émoi considérable à l'époque, mais en fait le ministre français s'y montra beaucoup plus modéré que ne l'avait été son homologue allemand le 9 novembre (ce que ne pouvaient évidemment pas savoir les contemporains) : il soulignait la nécessaire fidélité à l'Alliance atlantique, et invitait simplement les Européens « *à un effort de dialogue et de réflexion* » sur les problèmes de défense, dans le cadre de l'UEO.⁽⁹⁰⁾ Or ce discours suscita des réactions diverses au sein du gouvernement allemand, fort divisé, à l'automne 1973, à propos des questions de sécurité : le ministre de la Défense Leber, parlant après Jobert devant l'Assemblée de l'UEO, appelait au contraire à plus d'intégration atlantique, Scheel « *clamait son hostilité à l'égard de l'UEO* »⁽⁹¹⁾, tandis que Brandt déclarait à Jobert quelques jours

(85) Georges-Henri Soutou, *L'Alliance incertaine*, p. 338 ss.

(86) *Mémoires d'avenir*, p. 267.

(87) Lettre de Brandt à Pompidou du 29 septembre, Georges Soutou, « L'attitude de Georges Pompidou face à l'Allemagne », in *Georges Pompidou et l'Europe*, Complexe, 1995.

(88) *Ibid.*

(89) À notre avis, M. Jobert, dans ses *Mémoires d'avenir*, p. 268-269, minimise beaucoup trop la portée des déclarations de Scheel.

(90) Texte dans *Le Monde* du 23 novembre.

(91) Jean Schwoebel dans *Le Monde* du 27 novembre.

plus tard qu'il n'était pas en désaccord avec lui.⁽⁹²⁾ Les journalistes soulignaient les réticences des Allemands à l'égard de l'UEO, qui comportaient certaines discriminations à leur égard.⁽⁹³⁾ Le 27 novembre Michel Jobert précisait sa pensée par l'intermédiaire d'un journaliste du Monde visiblement « inspiré » : la France se prononçait pour le maintien des troupes américaines en Europe (Pompidou n'avait jamais cessé de le faire, en public et en privé) et le maintien de la garantie nucléaire américaine. « *Sur tous ces points... la France et l'Allemagne ne sauraient être opposées* » (phrase qui prend une saveur particulière quand on la rapproche des déclarations de Scheel le 9 novembre...). « *Quant à la défense européenne spécifique, c'est une entreprise de longue haleine dont on peut dire seulement qu'elle n'est pas pour demain...* ». Comme l'écrivit M. Jobert en 1976, son discours à l'UEO « *n'était peut-être pas la réponse qu'espérait (Scheel) aux questions qu'il avait posées* »...⁽⁹⁴⁾

En effet de toute évidence, et même si on souhaiterait bien sûr en savoir plus sur cette affaire, Paris n'avait aucune intention de s'engager dans la voie esquissée par le ministre allemand ; lorsque le 26 novembre (cinq jours après le discours de Michel Jobert) Brandt fit une discrète allusion au fait que Bonn était prêt à parler de défense européenne, Pompidou se montra parfaitement évasif.⁽⁹⁵⁾ Quand les Allemands revinrent à la charge quelques jours plus tard, au sein du « *groupe d'études stratégiques franco-allemand* », pour que l'on discute, outre des MBFR, de la « *définition d'une politique de sécurité dans le cadre des Neuf* », Pompidou résuma ses instructions d'un mot : « *prudence !* ».⁽⁹⁶⁾ La prudence de Pompidou s'expliquait sans doute aussi par son refus de remettre en cause l'indépendance nucléaire de la France en procédant à une sorte de partage européen avec l'Allemagne. Mais elle s'expliquait également par la nature très ambiguë des ouvertures allemandes.⁽⁹⁷⁾ Elles pouvaient très bien conduire à l'établissement d'une défense européenne sans les Américains, et être reliées d'une façon neutraliste à un système européen de sécurité fondé sur un accord germano-soviétique.

Il me semble que la nouvelle inflexion stratégique de Georges Pompidou en 73-74, sa réaffirmation, comme nous allons le voir, d'une stricte posture de dissuasion nucléaire répondait aussi aux deux dangers (d'ailleurs à première vue contradictoires) qui émanaient de Bonn : une pression renouvelée en vue d'un retour de la France dans le commandement intégré ; la mise sur pied d'un nouveau système de sécurité en Europe sans les Américains qui se serait traduit en fait par l'apparition d'un condominium germano-soviétique.

LE RETOUR À UN GAULLISME PLUS DUR

Cette évolution fâcheuse à ses yeux des différents éléments du processus de Détente conduisit Georges Pompidou à une réaffirmation d'un gaullisme plus dur.

(92) *Mémoires d'avenir*, p. 268.

(93) Jean Schwoebel et Daniel Vernet dans *Le Monde* des 21 et 25-26 novembre.

(94) *L'autre regard*, p. 348.

(95) « L'attitude... ».

(96) Télégramme de Bonn du 3 décembre 1973, *ibid.*

(97) Aggravées encore semble-t-il par ce qu'Egon Bahr, le conseiller de Brandt pour l'*Ostpolitik*, déclara à Jobert le 20 novembre : Michel Jobert, *L'autre regard*, Paris, 1976, p. 348.

Cependant, il ne changeait pas ses orientations de base, et en particulier la nécessité d'un *modus vivendi* avec les États-Unis.

La recherche malgré tout d'un compromis avec Washington

C'est ainsi que les conseillers du Président à Élysée suggérèrent de ne pas répondre de façon purement négative au projet de Charte transatlantique défendu par Kissinger, car « *le maintien d'une solidarité occidentale nous est nécessaire* ». La solution pourrait être de présenter un contre-projet français de Déclaration ; on pouvait espérer en effet qu'une négociation était possible ; en effet les services du Département d'État avaient préparé un autre projet, qui était « *assez raisonnable* », moins « *mauvais* » pour la France que celui de Kissinger. La position américaine n'était peut-être pas figée sur le texte « *démesuré* » de Kissinger.⁽⁹⁸⁾

Et, de fait, Michel Jobert remit un contre-projet français de Déclaration à Quinze le 3 octobre 1973 au Conseil de l'Alliance atlantique, après s'en être entretenu avec Georges Pompidou la veille.⁽⁹⁹⁾ Le texte français répondait à toutes les préoccupations parisiennes à l'époque : il réaffirmait la nécessité de la solidarité atlantique et du maintien des troupes américaines en Europe, mais il réaffirmait également la nécessité de la dissuasion nucléaire (contre les tendances à la dénucléarisation dont à Paris on soupçonnait les Américains et pour réagir contre une éventuelle dérive des SALT). Il affirmait que les États-Unis ne laisseraient pas l'Europe être soumise « *à une pression extérieure politique ou militaire susceptible d'aliéner sa liberté* », ce qui visait bien entendu les conséquences redoutées à Paris de l'accord américano-soviétique du 22 juin (le « *condominium* »). Il affirmait la « *spécificité* » de la défense de l'Europe ainsi que la contribution conventionnelle et nucléaire (pour deux d'entre eux) des pays européens de l'Alliance. Cela correspondait à la volonté de faire reconnaître la valeur pour l'Alliance de la Force de frappe et aussi de faire prendre en compte, pour l'avenir, l'hypothèse de l'émergence d'une personnalité européenne en matière de défense, comme Michel Jobert devait le faire à l'occasion de son fameux discours devant l'Assemblée de l'UEO le 21 novembre 1973.

Soulignons ici que ce contre-projet français fut un grand succès, ce qui fut occulté à l'époque par les crises de l'automne 1973 et de l'hiver 1973-1974, ainsi que par la très médiatisée rivalité entre Kissinger et Jobert (à mon avis trop soulignée par Kissinger dans ses mémoires) : on le retrouve à peu près tel quel dans les dix premiers articles de la « *Déclaration sur les relations atlantiques* » qui fut finalement entérinée par le Conseil de l'Alliance, à Ottawa, le 19 juin 1974, après la mort du Président Pompidou. Les Français avaient réussi une brillante opération : d'une part, ils avaient fait disparaître le projet à leurs yeux beaucoup plus gênant de Kissinger. Ils avaient profité de l'occasion pour faire entériner par l'Alliance certaines de leurs thèses essentielles sur la dissuasion nucléaire et sur la Détente, et contre le « *condominium* ». Et enfin, ce qui est moins connu, ils avaient réaffirmé la solidarité de l'Alliance alors que depuis le mois de juin 1973 le gouvernement allemand (tout au moins le chancelier Brandt et son ministre des Affaires étrangères Scheel) réfléchissait à l'émergence d'un nouveau système européen de sécurité

(98) 5AG2/1021.

(99) 5AG2/1021.

permettant de dépasser la division de l'Allemagne et leur proposait d'envisager une défense européenne en dehors de l'OTAN.⁽¹⁰⁰⁾ On a donc dans cette affaire une quintessence du gaullisme rationalisé de Georges Pompidou : défense sourcilleuse de l'indépendance française mais solidarité fondamentale avec les États-Unis face à la menace soviétique et au risque d'une dérive neutraliste de la RFA.

Bien entendu, les Américains perçurent parfaitement les arrière-pensées au fond très gaullistes de Paris, mais ils comprirent que le texte français était le maximum de ce que l'on pouvait espérer et qu'il représentait « *l'immense avantage de venir du principal dissident au sein de l'OTAN* ». Ils décidèrent en fait immédiatement de retirer le projet Kissinger de Déclaration et donc de laisser la voie libre au projet de Jobert.⁽¹⁰¹⁾

Néanmoins, il est clair que les rapports franco-américains s'étaient détériorés depuis l'été 1973. Mais parallèlement, on était de plus en plus inquiet à l'Élysée des progrès de la puissance et de l'influence de l'URSS, on constatait la détérioration des rapports avec Moscou, l'accroissement des pressions soviétiques sur la France, le fait que les vrais partenaires de l'URSS à l'Ouest étaient désormais les États-Unis et la RFA.⁽¹⁰²⁾ Et Pompidou, parce qu'en outre il était méfiant à l'égard de la RFA et mécontent des États-Unis, revenait dans son langage à des formules d'indépendance et d'équidistance de la France entre les blocs qui étaient très gaulliennes.⁽¹⁰³⁾ Cela se traduisit à mon avis tout particulièrement dans le domaine stratégique.

Le redressement de l'effort nucléaire stratégique

On constate un redressement de l'effort nucléaire à partir de 1973 : cette année-là et en 1974 le budget de la DAM cesse de baisser en pourcentage du PIBm ; la raison en est qu'en décembre 1972 Georges Pompidou est convaincu par Jacques Chevallier, le nouveau directeur de la DAM, que la crédibilité de la dissuasion française repose sur la mise au point d'une nouvelle génération de têtes nucléaires multiples, indépendantes et durcies. C'est l'origine du programme M4/T70, qui doit permettre de saturer les défenses ABM de Moscou avec la centaine de charges que pourra désormais emporter un SNLE. Le traité ABM de 1972 correspondant certes, on l'a vu, aux yeux des Français à un risque de condominium américano-soviétique mais bloquant aussi le développement des défenses ABM, maintenant ainsi la riposte à la hauteur des moyens français.⁽¹⁰⁴⁾ Et comme nous allons le voir, au début de 1974 c'est la décision de construire un sixième SNLE ; outre des considérations opérationnelles probables mais que nous ignorons, on constate que l'effort rejoint ainsi en tendance celui qui avait été lancé lors de la deuxième loi de programmation 1965-1970.

(100) Georges-Henri Soutou, « L'attitude de Georges Pompidou face à l'Allemagne ». Je ne peux pas entrer ici dans les détails de la position allemande à l'époque, fort complexe et même contradictoire, prise entre l'atlantisme et une tentation neutraliste. Mais ces contradictions mêmes inquiétaient beaucoup Paris.

(101) Note de Sonnenfeldt pour Kissinger du 3 octobre 1973, NPM/NSC CF/679/France vol. XI.

(102) Notes de Gabriel Robin des 13 février et 6 mars 1974, 5AG2/1 019.

(103) Le compte-rendu de ses entretiens avec Brejnev à Pitsounda les 12 et 13 mars 1974 est à ce sujet très significatif, 5AG2/1 019.

(104) Jean-Damien Pô, *op. cit.*, p. 165 et p. 199 ss.

Le testament stratégique de Georges Pompidou (1^{er} février 1974)

En fait Georges Pompidou avait durci ses positions en matière stratégique depuis 1973 et en revenait à une certaine « orthodoxie gaulliste ». J'en veux pour preuve un document dont on connaissait l'existence mais pas le contenu : le fameux « testament stratégique » du Président. Il s'agit d'un texte rédigé par lui le 1^{er} février 1974, dont seuls le Premier ministre Pierre Messmer et le ministre des Armées Robert Galley reçurent un exemplaire.⁽¹⁰⁵⁾ Certes, ce document écartait certaines conceptions extrêmes du texte équivalent précédent, l'Instruction personnelle et secrète de De Gaulle en 1967, comme la défense tous azimuts et l'acquisition de missiles intercontinentaux. Mais sa vision internationale d'ensemble était pessimiste : le Président soulignait l'affrontement américano-soviétique persistant mais en même temps la tendance de Washington et Moscou à s'entendre en dehors des Européens et « *leur volonté de faire de leurs territoires autant que possible des sanctuaires* », « *l'effort exceptionnel et inquiétant de l'URSS pour développer à l'extrême sa puissance militaire quantitative et qualitative dans tous les secteurs* », les poussées imprévisibles ou très calculées mais toujours « *impérieuses* » de la politique américaine, couplées avec une tendance au repli stratégique au détriment de l'Europe. Les rapports avec le Tiers Monde, les problèmes monétaires et ceux de l'énergie, tout cela contribuait « *à créer un état permanent d'incertitude et d'inquiétude* ». En effet « *tout problème tendait à devenir l'occasion d'un tête-à-tête entre l'URSS et les États-Unis, avec les risques inhérents, et les humiliations et dangers que cela représente pour les pays européens* ». On retrouve là très exactement l'écho de toutes les préoccupations de Georges Pompidou relevées ici.

Il n'était pas question de revenir à l'intégration atlantique qui obérerait la liberté de décision de la France. Même s'il était probable que la France interviendrait le cas échéant aux côtés de l'Alliance, « *cela ne devait pas se transformer en obligation technique ni politique, soit que le conflit ne nous concerne pas, soit qu'il nous concerne plus directement ou plus gravement que les États-Unis* ».

Le maintien de la liberté d'action de la France était d'autant plus nécessaire que l'attitude allemande en cas de crise était très incertaine. « *La République fédérale est hantée par la crainte d'une guerre nucléaire, notamment tactique, sur son sol. Cette hantise, jointe à l'appréciation des forces en présence, la conduit à osciller entre un attachement sans réserve à la protection américaine et la tentation du neutralisme. Nul ne peut prévoir la tendance qui l'emportera avec le temps, ou dans une conjoncture donnée* ». (On relève ici l'écho direct des inquiétudes déjà signalées à propos de l'Allemagne).

Une force nucléaire franco-britannique ne représenterait nullement une solution, à cause de l'absence de liberté d'action de la Grande-Bretagne par rapport aux États-Unis et des réactions négatives prévisibles de la part de l'Allemagne et de l'URSS. La seule solution restait donc de renforcer la dissuasion nationale française, reposant « *sur notre puissance, sur notre détermination et notre liberté de décision avec les incertitudes que cela implique et qui inquiètent précisément aussi bien nos alliés que l'adversaire éventuel. Notre problème est donc de donner à notre capacité de dissuasion ce que l'on appelle la crédibilité* ».

(105) 5AG2/1040.

Cette crédibilité dépend pour une bonne part de notre attitude, mais, en fin de compte, elle sera liée à la puissance et à la composition de nos forces militaires. Sur ces deux points, voici mes directives.

Tout d'abord, il faut avoir conscience de nos limites techniques et financières. Nous avons renoncé à ce que l'on a appelé la défense « tous azimuts » par le moyen de missiles de portée intercontinentale. De même, ne devons-nous pas rechercher des améliorations constantes ou poursuivre des objectifs trop ambitieux qualitativement, surtout alors qu'un doute plane sur notre possibilité de poursuivre longtemps nos expériences dans l'atmosphère.

La priorité doit être donnée aux sous-marins lanceurs d'engins qui nous donnent à la fois le maximum de sécurité, la diversité dans le choix des objectifs et, le cas échéant, le choix du moment de la riposte totale.

On passerait donc à six sous-marins nucléaires lanceurs d'engins, au lieu des cinq prévus (« *compte tenu notamment de l'importance renouvelée du théâtre méditerranéen* »). « *Immédiatement après, en importance* », on renforcerait l'arme nucléaire tactique, qui donnait toute sa crédibilité à la dissuasion par leur diversité en puissance et en moyens de lancement, leur souplesse « *et jusqu'au caractère localisé de leur effet* ». Ceci correspondait à la doctrine de « *l'ultime avertissement* » exposé dans le Livre blanc sur la Défense de 1972. « *Quant aux missiles à terre (plateau d'Albion) nous devons nous borner à un perfectionnement limité, étant donné le manque de souplesse de leur utilisation* ».

Néanmoins, une voie importante était ouverte en direction d'une amélioration qualitative considérable des forces nucléaires : « *le principal problème est moins dans la puissance que dans la capacité de pénétration et donc de résistance aux défenses adverses, par le durcissement, la multiplication, si possible, des ogives (pour les sous-marins) et l'utilisation de leurres* ».

En troisième lieu, le corps de bataille serait également renforcé ; son intervention la plus probable serait en réserve de l'Alliance mais il devrait être engagé avec ses moyens nucléaires. « *Nous ne saurions nous prêter à une guerre purement conventionnelle en Europe qui aboutirait infailliblement à l'invasion après destruction de nos forces* ».

La conclusion du document en confirmait l'inspiration dans l'ensemble très gaullienne (quoique, une fois de plus, d'un gaullisme rationalisé) et confirmait le coup d'arrêt porté aux discussions avec les Américains ou du moins leur freinage :

Nous devons poursuivre cet effort seuls, et sans compromissions, jusqu'au moment où se posera de façon aiguë le problème de l'alerte, encore que les alliés et en particulier les Américains aient tendance à grossir l'importance de ce problème pour les raisons que l'on imagine. Aucune indication sur nos programmes, aucune négociation avec qui que ce soit ne devra être donnée ou entreprise sans mon autorisation personnelle.

On voit les ressemblances mais aussi les différences avec l'IPS de 1967. Il est clair que ce texte fut largement inspiré par les inquiétudes provoquées par la Détente, en particulier la possible dérive de la RFA et la perspective d'un accord américano-soviétique au détriment des Européens. La simple lecture du document fait éclater cette évidence. On revenait dans ces conditions à une conception très

stricte de l'indépendance nucléaire nationale, indépendance technique et indépendance par rapport au commandement de l'OTAN, après la période 1970-1972 pendant laquelle certains accommodements étaient apparus possibles. En particulier rappelons ici qu'à l'automne 1973 Georges Pompidou prit l'initiative de suspendre des échanges nucléaires et stratégiques que les Américains ne demandaient qu'à poursuivre. En même temps, la vision globale du monde n'était pas exactement celle du Général : là où celui-ci constatait le retour des États-Unis à la périphérie de l'Europe comme un fait inéluctable et pour tout dire s'en félicitait, parce qu'il permettrait à la France d'asseoir son rôle en Europe en accord avec Moscou, Georges Pompidou ne souhaitait pas un tel développement. À mon sens, sa posture nucléaire exigeante avait au contraire aussi pour objectif de le freiner. L'orientation privilégiée du dispositif stratégique vers l'Europe (et non plus « *tous azimuts* ») correspondait de toute évidence à la volonté de peser, en temps de paix comme en cas de crise, sur Washington et Bonn pour le maintien d'une solidarité occidentale dissuasive face à Moscou. En particulier on voulait réagir face à la tendance américaine à la sanctuarisation des États-Unis et à la dénucléarisation d'un éventuel conflit en Europe. Grâce à l'atome, la France serait incontournable. Sur ce point en tout cas Pompidou et de Gaulle étaient d'accord. Le concept d'« *incertitude* », qui devait d'après ce document inquiéter aussi bien les alliés que l'adversaire, permettant d'ailleurs à mon avis, face au monde extérieur, de maintenir la continuité gouvernementale de la dissuasion française, qu'elle soit conçue dans une perspective « *tous azimuts* » strictement nationale ou dans une perspective plus « occidentale » et plus solidaire.